

“Transatlantic Security Issues from the Cold War to the 21st Century”

Geneva, 23-24 April 2009

PANEL 2: COUNTRY PERSPECTIVES: AN EVOLUTION

La France de la IV^{ème} République et l'Alliance atlantique : entre fidélité à l'Alliance et revendications nationales.

Jenny Raflik

(University of Cergy-Pontoise)

Les rapports conflictuels de la V^{ème} République et de l'Alliance atlantique ont parfois fait oublier que la France avait été, dans les débuts de l'Alliance, un des principaux promoteurs de l'OTAN. Des démarches de Georges Bidault, alors ministre des Affaires étrangères de la IV^{ème} République, auprès du secrétaire américain Georges Marshall, en faveur d'une alliance occidentale, à l'installation du siège de l'OTAN, Porte Dauphine, à Paris, la France de la IV^{ème} République s'est imposée comme un des piliers de l'Alliance. La présence d'un général français au sein du Groupe Permanent de l'OTAN et le maillage des bases atlantiques sur le territoire français sont autant de témoignages de ce lien essentiel.

Il est donc fondamental d'étudier le lien de la Quatrième République à l'Alliance, et ce, d'autant plus qu'il apparaît que l'organisation du traité de l'Atlantique Nord a joué pendant cette période un rôle de stabilisateur dans les relations bilatérales entre les États-Unis et la France. Au pire des tensions franco-américaines sur la négociation des contrats off shore, le gouvernement envisage de porter la question devant l'Alliance. Pour régler les difficultés après l'échec de la CED, c'est de nouveau vers l'OTAN que le gouvernement Mendès France se tourne. Et les Accords de Paris consacrent non seulement l'entrée de la RFA dans l'Alliance, mais renforcent les structures de l'Alliance par l'élargissement de ses attributions, et l'approfondissement des pouvoirs du conseil Atlantique, même si ce renforcement de l'Alliance est camouflé par la réactivation de l'Union de l'Europe occidentale.

Cette communication se propose donc, à travers les principales étapes vécues par l'Alliance atlantique sous la IV^{ème} République (négociations du traité de Washington, mise en place des institutions atlantiques et du commandement intégré, PAM, élargissements à la Grèce, la Turquie, puis l'Allemagne...), de mettre en évidence les intérêts convergents entre l'Alliance et la politique étrangère et de sécurité de la France. En même temps, il conviendra de mettre en évidence un certain nombre de positions de la politique française qui, dès cette période, inspirent directement la politique gaulliste, en marquant l'apparition d'un terrain favorable au discours du général et en amorçant le programme nucléaire français sur lequel il peut s'appuyer en 1966. Ainsi, nous montrerons que l'image d'une Quatrième République « laquais » des Américains, à laquelle le général de Gaulle mettrait fin en arrivant au pouvoir, est bien un mythe s'inspirant du discrédit général pesant sur ce régime, victime de la conjonction de la guerre froide et de la décolonisation. Mais au-delà de la Quatrième République et de la politique gaulliste, on peut identifier la mise en place de certaines permanences des relations transatlantiques lourdes de sens pour notre monde contemporain.